



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

La Préfète

Lyon, le 19 DEC. 2025

ARRÊTÉ n° 2025 - 359

RELATIF À LA DÉLIMITATION DU CERCLE 0 EN 2026

**La préfète de la région Auvergne-Rhône-
Alpes,
préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles D114-11 à D114-17 ;

Vu le décret 2018-786 du 12 septembre 2018 relatif à certaines attributions du préfet coordonnateur du plan national d'actions sur le loup ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfète du Rhône – Mme BUCCIO (Fabienne) ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2023 portant désignation du préfet coordonnateur du plan national d'actions sur le loup ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2022 relatif à l'aide à la protection des exploitations et des troupeaux contre la prédation du loup et de l'ours ;

Considérant le nombre d'attaques donnant lieu à au moins une victime indemnisable au titre de la prédation du loup sur les communes occupées par le loup sur la période 2023-2025 ;

Considérant le risque d'attaques sur les communes :

- ayant subi au moins 15 attaques en moyenne sur la période 2023-2025 ;
- enclavées entre des communes ou parties de communes ayant subi au moins 15 attaques par an en moyenne sur la période 2023-2025 ;
- limitrophes de communes ou parties de communes ayant subi 15 attaques par an en moyenne sur la période 2023-2025 ;
- qui comprennent une entité pastorale en cohérence avec les communes ou parties de communes ayant subi 15 attaques par an en moyenne sur la période 2023-2025 ;

Considérant la nécessité de renforcer la présence humaine auprès des troupeaux dans les foyers de prédation, c'est-à-dire les communes ou parties de communes où la récurrence interannuelle de dommages importants a été constatée ;

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Auvergne-Rhône-Alpes par intérim ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : en application de l'article 3 de l'arrêté du 30 décembre 2022 susvisé, le cercle 0 délimité pour l'année civile 2026 comprend les communes suivantes :

Alpes de Hautes-Provence :

CASTELLET-LES-SAUSSES
JAUSIER
LAMBRUISSE
MEOLANS-REVEL
MONTJUSTIN
MONTFURON
MORIEZ

PIERREVERT
PRADS HAUTE BLEONE
REILLANNE
SAINT PAUL SUR UBAYE
THORAME BASSE
THORAME HAUTE
VAL D'ORONAYE

Hautes-Alpes :

ANCELLE
ABRIES RISTOLAS
CEILLAC
CERVIERES
DEVOLUY

Alpes-Maritimes :

ANDON
BELVEDERE
BEUIL
BREIL SUR ROYA
CAUSSOLS
CIPIERES
COURSEGOULES
ENTRAUNES
FONTAN
GOURDON
GUILLAUMES
ISOLA

LA BOLLENE-VESUBIE
LA BRIGUE
PEONE
ROQUEBILLIERE
SAINT AUBAN
SAINT ETIENNE DE TINEE
SAINT MARTIN VESUBIE
SAINT VALLIER DE THIEY
SAORGE
SOSPEL
TENDE
UTELLE

Drôme :

LUS-LA-CROIX-HAUTE

Isère :

CHICHILIANNE

GRESSE-EN-VERCORS

Savoie :

LES BELLEVILLE
BESSANS
BONNEVAL-SUR-ARC
BOURG SAINT MAURICE
LA LECHERE
MONTSAPEY
SAINT-ANDRE

SAINT-COLOMBAN-LES-
VILLARDS
SAINT-REMY-DE-MAURIENNE
LA TOUR EN MAURIENNE
VAL CENIS
VALLOIRE

Haute-Savoie :

MANIGOD

Var :

AIGUINES
AMPUS
BARGEME
BARGEMON
CHATEAUDOUBLE
COMPS SUR ARTUBY

LA ROQUE-ESCLAPON
MONS
MONTFERRAT
SEILLANS
TRIGANCE

ARTICLE 2 : cet arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture Auvergne-Rhône-Alpes.

ARTICLE 3 : la secrétaire générale aux affaires régionales et le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Auvergne-Rhône-Alpes par intérim sont chargés, chacun(e) en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.



Fabienne BUCCIO